



Notes du bac : les lycées font de la gonflette

Sous l'impulsion de certains chefs d'établissements, les moyennes des élèves de terminales sont tirées vers le haut pour garantir un bon taux de réussite à l'examen. Des enseignants craignent que cela ne préfigure des problèmes futurs, liés à l'introduction du contrôle continu dans les résultats du bac l'an prochain.

Faute d'épreuves finales, la très grande majorité des élèves de terminale savent déjà avec certitude s'ils auront le bac, et avec quelle mention. Une seule grosse interrogation va demeurer jusqu'au 7 juillet, date de proclamation officielle des résultats : le taux de réussite national à cet examen si symbolique. Tournera-t-il autour de 88%, toutes filières confondues, comme les années précédentes ? Sera-t-il plus haut ? Le ministère de l'Éducation nationale entend en tout cas faire preuve de «bienveillance», et a demandé aux lycées d'arrondir à l'unité supérieure la moyenne générale des élèves.

Au-delà des consignes officielles, c'est toute la chaîne d'évaluation qui est mobilisée pour lisser les résultats et garantir qu'un maximum d'élèves deviennent bacheliers. Les jurys sont invités à prendre en compte le livret scolaire des candidats, qui fait état de leur investissement depuis le confinement, et les résultats de leur lycée au cours des trois dernières années, pour remonter leurs notes s'ils le jugent pertinent.

«On nous a demandé de regarder le taux de réussite et le taux de mention, et d'augmenter les moyennes en cas de "baisse significative", explique un enseignant francilien, membre d'une commission d'harmonisation qui examine le cas des élèves de vingt-cinq lycées. Le taux de réussite de certains établissements augmente de 25%. D'autres plongent de 30%. On doit les faire remonter, mais on n'a aucun objectif chiffré, aucune idée de là où il faut s'arrêter. Sans compter que les données statistiques sur la réussite passée des lycées sont parfois erronées. »

Bonus sur les moyennes

Ces manipulations sont parfois précédées par celles menées directement au sein des lycées, pour préserver un bon taux de réussite, et la réputation favorable qui l'accompagne. Les professeurs de lycées prestigieux en ont témoigné, mais des établissements banals s'y sont aussi livrés. «Dès le mois d'avril, notre proviseur nous a proposé de modifier les notes des premier et deuxième trimestres. On était libres d'ajouter jusqu'à deux points à la moyenne de chaque élève, au motif que des enseignants notent parfois sévèrement en début d'année», raconte Quentin (1), professeur de SVT dans le nord de la France, qui a refusé de se plier au jeu. La manœuvre devait se faire de manière discrète, sans prévenir les élèves ou les parents. Pour éviter qu'ils ne se rendent compte d'une modification des moyennes, le proviseur a choisi de couper leur accès au logiciel Pronote, grâce auquel les enseignants échangeaient aussi avec leurs élèves.

«Avant les conseils de classe, on a également eu une réunion en visioconférence, où on nous a donné accès à un tableau Excel avec les moyennes générales et les notes des épreuves anticipées [que les élèves passent à la fin de la classe de première] C'est à ce moment-là qu'on découvrait quels élèves allaient avoir leur bac», poursuit Quentin. On s'est penchés sur les cas problématiques, les élèves à 0,2 point d'une mention, ou ceux qui avaient une moyenne entre 8,5 et 10 même après bonus et arrondis. Tout était fait pour augmenter les notes, en rajoutant quelques points dans les matières importantes pour qu'ils passent la moyenne.»

Des problèmes inhérents au contrôle continu ?

Pour Claire Guéville, secrétaire nationale responsable du lycée du Snes-FSU, l'exemple n'est pas isolé. «Les pressions pour améliorer les notes existent à tous les étages. Elles peuvent être le fait de proviseurs pris au piège de la réputation de leur établissement, comme de parents d'élèves. On aboutit à une fabrication bureaucratique de la note du bac.» Comme d'autres enseignants remontés contre la réforme du bac, elle craint que ces pratiques perdurent l'an prochain, avec l'introduction d'une dose de contrôle continu, qui comptera pour 40% de l'examen. «On a sous les yeux une cristallisation de tous les défauts du contrôle continu : les pratiques à géométrie variable, les effets discriminants. On se dirige vers un schéma où la valeur du diplôme passe derrière celle de

l'établissement», considère celle qui est aussi professeur d'histoire-géographie à Dieppe.

Dans l'immédiat, les élèves en difficulté tireront-ils un bénéfice de ce bac obtenu grâce à des coups de pouce successifs ? Quentin en doute. «J'ai l'impression qu'en leur donnant la moyenne, on a cherché à se débarrasser de certains élèves, notamment des redoublants. Des élèves qui n'auraient probablement pas eu le bac en temps normal vont se retrouver dans l'enseignement supérieur à la rentrée et ne vont pas s'en sortir. Je doute que ça leur rende service.»

(1) Le prénom a été modifié.